

pour l'hygiène démocratique»



des de la police autonome basque, visage masqué, embarquent dossiers et ordinateurs pendant la perquisition

aux mains soit du PNV soit des partis espagnolistes au pouvoir à Madrid. Le lancement d'un quotidien proche d'EA, Gaur Express, fut en son temps un fiasco. Avec son tirage de 60.000 exemplaires, Egin est seul dans l'opposition et gêne les hommes en place. En

16 années d'existence, il n'a été saisi qu'une seule fois malgré un nombre impressionnant de procédures judiciaires, 25 au total. Pour Sabin Intxaurreaga, leader d'EA, «bien qu'en désaccord avec la ligne politique d'Egin, ce journal a le droit de bénéficier d'une totale liberté d'expression comme n'importe quel autre média (...). Le PNV et le PSOE montrent leur agressivité à l'égard d'un moyen de communication qui les gêne (...), leurs

magouilles sont révélées par Egin, ils essaient donc de le faire taire par ce genre de procédure». Alors qu'une campagne sans précédent débutait à son encontre il y a quelques jours —réclamant purement et simplement son interdiction— le quotidien rappelait dans son éditorial du 25 novembre sa ligne politique: la défense des libertés d'Euskal Herri en essayant de mettre à jour où la violence trouve son origine, et comment on peut résoudre un conflit politique qui a une expression armée: par la voie du dialogue et de la négociation.

L'opération policière d'ertzaintza apparaît comme un aveu de faiblesse et d'impuissance du PNV qui tente d'étouffer une parole dissidente. A Gasteiz comme à Madrid, le monopole de la violence légitime ne leur suffit pas. Il leur faut aussi le monopole de la parole et de la pensée... au nom de la démocratie très chrétienne ou de la social-démocratie.

Enbata, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, Tél: 59.25.68.03, Fax: 59.59.74.67, Dessins: Etxebeltz. Abonnement d'un an: 290F. Responsable de la publication: Jakes Aberry. Imprimerie du Labourd, Bayonne. Commission paritaire n° 38226.

LA CHRONIQUE MENSUELLE DE

tXILLARDEGI

Dans la boue

L NUTILE de rappeler les faits: la police autonome des provinces dites «vascongadas» a occupé les locaux d'Egin et en a retiré des dizaines de caisses, documents et ordinateurs. Les institutions autonomes des trois provinces ont donc franchi le Rubicon. Désormais la situation est nette: le pouvoir «autonome» est décidé à faire taire Egin. Ceci a un aspect positif: la comédie est finie. Le soi-disant «gouvernement basque» avait menti à plusieurs reprises: «il n'y a pas de boycott institutionnel contre le journal», nous répétait Arregui. C'était faux, évidemment. Les preuves sont là.

Entre-temps, il y a eu l'exécution du sergent de la police autonome par ETA. Fait grave évidemment du point de vue politique puisqu'il permet aux ennemis de notre peuple de dire, encore une fois, que le problème ne se pose pas entre les Basques et l'Etat espagnol mais entre Basques «démocrates» et Basques «intolérants». Bref: il s'agirait d'un «problème interne», et non pas d'un problème d'oppression «extérieure» foncièrement impérialiste.

On dira maintenant que l'occupation des bureaux d'Egin n'est que la conséquence de cet affrontement entre Basques, fondée en plus sur la présomption de leur utilisation directe pour la préparation de «l'action terroriste». Personne ne dira que la police autonome est partie prenante et croissante dans la lutte de l'Etat espagnol contre les combattants basques d'ETA. Mais le fait est là. C'est la police autonome qui a occupé les bureaux du journal. Et ce, sous les ordres donnés par le responsable de l'Intérieur au gouvernement soi-disant «basque». Les jeux sont donc faits.

Or, en légalité démocratique, ce sont les personnes concrètes qui sont responsables, après jugement, des faits «illégaux» dénoncés. Envisager la fermeture du journal relève d'une mentalité proprement fasciste. Parce que la mort du sergent de la police autonome est un pur prétexte pour asséner un coup, supposé définitif, au monde abertzale non domestiqué. Ceci est évident pour quiconque suit les événements politiques en Euskadi Sud. Le soi-disant «gouvernement autonome basque» essaie d'étouffer, par asphyxie économique, le journal basque «Egunkaria», même s'il est le seul édité en langue basque par des personnes de couleurs politiques diverses. La dissolution du réseau des ikastola dans l'ensemble scolaire espagnol a été planifiée et mise à exécution par le gouvernement autonome

soi-disant «basque». Les deux partis qui constituent le soi-disant gouvernement autonome «basque» n'ont pas hésité un instant à donner leur appui aux lois répressives les plus éhontées et anti-basques. Le démantèlement de notre industrie a été conduit par ce même gouvernement «autonome». Le gouvernement Ardanza est, très exactement, un gouvernement félon, un gouvernement quisling.

Or il est bien connu qu'Egin s'est opposé énergiquement depuis toujours à ce liquidationisme intégral du soi-disant «gouvernement autonome basque». Et c'est pour cela qu'on a engagé des opérations menant à l'interdiction du journal. Celui qui n'accepte pas la légalité espagnole doit carrément disparaître: Egin, AEK, réseau d'ikastola, HB, Elkarri, etc...

Mais cette phobie obsessionnelle est totalement asymétrique. L'anti-basquisme radical de Buesa (homme fort du soi-disant «gouvernement basque») ne produit même pas la moindre irritation dans les milieux «autonomes». Le scandale d'Egunkaria, celui de la libération d'Ynestrillas ou de l'appui inconditionnel à Corcuera et à ses projets de loi ne provoquent aucun sursaut chez les autonomo-démocrates.

La seule haine visible chez eux, c'est la haine anti-basque (je dis bien anti-basque, parce que le folklorisme culinaire n'a rien à voir avec la libération nationale). Il s'agit d'une haine omniprésente et coexistante avec une sympathie et une compréhension malades de tout ce qui est proprement espagnol (partis politiques, cocido madrileño, réactionnaires madrilénes notoires, sevillanas, idoles de la chulaperia sainetera, gracejo hispánico, toros, pasodoble, etc). La seule haine vraiment insurmontable et flagrante chez les dirigeants du PNV et du PSOE c'est la haine anti-abertzale, la haine anti-ETA et anti-HB; parfois même ressentie comme haine anti-EA. Il s'agit donc nettement de la haine contre tout ce qui est basque non-colonisé et non-homologué par Madrid. Il s'agit au fond du «self-hatred», de l'«auto-odi» dont parlent les patriotes catalans, du mépris de sa propre identité, typique du petit-nègre colonisé et décrit de façon si magistrale par Albert Memmi. Si on ne veut pas inscrire l'incursion d'Hernani dans ce contexte politique général, on est condamné à ne rien comprendre.

Il faut voir une fois pour toutes que l'autonomisme officiel nous traîne dans la boue. Le comprendre pleinement devient la condition mentale préalable et sine qua non, me semble-t-il, pour avancer vers la libération.

Txillardegi.